

ENQUÊTE

100 F

MARDI 18 JUILLET 2017
NUMÉRO 1818

DRAME À DEMBA DIOP ET FUITES AU BAC

La machine judiciaire s'emballe



Bassirou Guèye : "L'enquête sur le drame de Demba Diop ira jusqu'au bout et aucune piste ne sera négligée. Les responsabilités seront situées"
Fuites au Bac : 42 inculpations et 16 mandats de dépôt requis

P.7

INVESTITURES DE MARABOUTS À TOUBA

La guerre des Mbacké - Mbacké



P.3

PROFIL - AMADOU NIANG MADOCKY

Le nouveau Mbaye Pekh de Wade



P.4

VISITE À L'ÉGLISE DES PARCELLES

Amadou Ba sur l'autel



P.5



Faire le max de bonus avec mon kalpé

Jusqu'au 18 juillet à 23h59,
composez le #144#

Promo valable pour tous les clients Orange et Karine avec Orange. Validité du crédit recharge illimitée jusqu'à épuisement des crédits. Sur le compte de recharge. Avantage perdurant après 12 mois sans rechargement. Bonus transférable ou échangeable. Bonus valable dans tous les filiales et affiliées au Sénégal et vers les pays de la Zone U à l'international.



bonus
250%
à partir de 500 F



Orange Money

VIOLENCES ELECTORALES DANS LE DEPARTEMENT DE LINGUERE

Le maire de Labgar et ses deux frères poignardés par un conseiller municipal



Idrissa Diop, maire de Labgar

Le maire "aperiste" de la commune de Labgar, département de Linguère, a fait les frais de la violence électorale. Idrissa Diop a été poignardé, hier, par un conseiller municipal du nom d'Issakha Baufel Dia. Ses deux frères, Samba Diop et Abdourahmane Diop, ont aussi été atteints. A l'origine de cette violence, nos sources renseignent que l'édile avait convoqué tous les conseillers et responsables politiques en vue du montage du comité électoral local. Seulement, il s'est trouvé qu'un autre conseiller du nom de Moussa Sow, membre de la Convergence des jeunes répu-

blicaines (Cojer) avait auparavant tenu une réunion pour mettre en place un comité électoral. Ainsi, ce dernier s'est présenté, hier, à la mairie avec ses partisans, mais, selon des témoins, l'accès à la salle de réunion leur a été refusé, puisque seuls les responsables étaient conviés.

Face à cette interdiction, ils ont fait un forcing. Une fois à l'intérieur, le sieur Sow a estimé que les débats devaient porter sur le choix des représentants dans les bureaux de vote, puisqu'un comité électoral avait été déjà installé. D'après toujours nos informateurs, il s'en est suivi un tohu-bohu qui a poussé le

maire Idrissa Diop à quitter la salle. Nos témoins rapportent qu'il a été rejoint par Moussa Sow. Il y a eu des échanges de propos. Pendant qu'ils s'affrontaient verbalement, le conseiller Issakha a surgi pour poignarder l'édile qu'il a atteint au niveau de la cage thoracique. Evacué à l'Hôpital Magatte Lô de Linguère, la victime a été finalement acheminée à Dakar, car, les médecins craignaient pour sa vie. Réalisant qu'ils venaient de commettre l'irréparable, l'auteur des coups et l'élu Moussa Sow se sont réfugiés dans le village de Kadar. Informés, le commandant de la brigade de Linguère Ibrahima Diop et ses hommes sont partis les cueillir. Ils ont été placés en garde-à-vue, le temps de finir leur enquête.

Pour rappel, ce n'est pas la première fois que des violences de cette nature sont enregistrées dans la localité. Il y a de cela quelques semaines, une bataille rangée entre le camp du maire Maham Kâ de l'Urd et celui de Me Daouda Kâ de l'APR avait éclaté dans la commune de Thiarny. Trois blessés avaient été dénombrés. ■

VIOLENCES ÉLECTORALES

L'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (UNACOIS JAPPO) condamne "vigoureusement" la violence notée dans la campagne électorale à Dakar et dans certaines localités du pays. Par le biais d'un communiqué, Cheikh Cissé, Président de ladite structure, a rappelé à "tous les partis politiques, coalitions et candidats qu'ils ne sont que des adversaires d'idées pour un court moment et non des ennemis irréductibles". A ses yeux, le Sénégal est un et ne peut être scindé en autant de partis politiques et de coalitions. Vendredi dernier, dans le cadre de la campagne pour les Législatives du 30 juillet prochain, des affrontements ont été notés à Grand Yoff, un quartier de la capitale sénégalaise considéré comme le bastion du maire Khalifa Sall. Lesdits affrontements opposaient des militants de la coalition prési-

dentielle Benno Bokk Yaakaar (BBY) et ceux de la coalition Mankoo Taxawu Senegaal (MTS, opposition).

OUAKAM

L'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (UNACOIS JAPPO) est aussi affectée par les malheureux incidents survenus au Stade Demba Diop samedi dernier. La finale de la Coupe de la Ligue qui opposait US Ouakam et Stade de Mbour a occasionné la mort de huit personnes et plusieurs blessés. "Nous présentons nos condoléances aux familles des personnes décédées dans le drame du Stade Demba Diop et nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés", lit-on dans le communiqué. Les membres de l'Unacois Jappo se sont également inclinés devant la mémoire du sapeur-pompier mort

la semaine dernière lors de l'incendie du marché de Diourbel.

COALITION MBOLLO WADE



La tête de liste de la Coalition Mbollo Wade et ses camarades sont affectés par les événements malheureux survenus samedi dernier au Stade Demba Diop. Farba Senghor considère que la responsabilité de l'Etat est engagée dans

cette affaire qui a occasionné la mort de huit personnes et plusieurs blessés. "En ce moment, nous savons que les Forces de l'ordre assurent la sécurité de certains candidats en campagne. Donc, la sécurité n'était pas assurée au Stade. L'autre considération, c'est que l'entreprise qui avait en charge les travaux de Demba Diop est aussi responsable, de même que la Fédération sénégalaise de Football", a accusé M. Senghor hier, lors de son temps d'antenne à la RTS, dans le cadre de la campagne pour les Législatives du 30 juillet prochain.

BAATU ASKANWI

Le Front National/ BAW invite les acteurs politiques et sportifs à œuvrer pour la paix au Sénégal. Hier, lors de leur temps d'antenne à la RTS, dans le cadre des Législatives du 30 juillet prochain, les membres dudit Front ont largement condamné le comportement violent des acteurs publics. "Nous sommes tous des Sénégalais. Donc, nous devons tout faire pour que la paix y règne", plaident-ils.

TRICHERIE AU BFEM

Les 22 élèves pris à Saint-Louis pour tricherie à l'examen du Brevet de fin d'études moyennes (BFEM) ont passé hier, leur première nuit à la Maison d'arrêt et de correction de la ville précitée. Ils seront jugés jeudi prochain par le Tribunal de grande instance de Saint-Louis. Tous les prévenus n'étaient pas que des candidats car certains d'entre eux sont en classe de Terminale et de Première. Ils corrigeaient les épreuves et les envoyait par message par WhatsApp aux candidats qui étaient dans les classes d'examen. Les tricheurs ont été démasqués par le surveillant du centre Sankoré, qui le premier jour de l'examen a surpris, une élève au nom M. D. Alerté, le Président du jury a informé l'Inspecteur d'académie qui à son tour a saisi le Commissaire de police Bécaye Diarra. Ce dernier, a réussi avec ses hommes à dénicher d'autres tricheurs dans trois différents centres de la ville. Malgré les va-et-vient des parents et la pression, les policiers ont continué l'enquête avant de remettre le dossier au procureur ce lundi.

BOY DJINNÉ

Baye Modou Fall alias Boy Djinné sera-t-il jugé pour des faits de cambriolage commis à Mbour et aux hôtels Savana et Lagon en 2010 ? La chambre criminelle du Tribunal de grande instance de Dakar va rendre son verdict sur les exceptions soulevées le 4 juillet dernier par les avocats de l'As de l'évasion. La défense avait soulevé



des exceptions en vue de faire annuler la procédure. Pour eux, leur client a été déjà jugé pour ces faits en octobre 2010. Pour les autres faits, c'est la juridiction de Mbour qui est compétente. La défense avait soulevé comme troisième argument le fait que Boy Djinné n'a pas été assisté par un conseil lors de son audience de première comparution. Le parquet avait demandé que toutes les exceptions soient rejetées mais la Chambre les avait mises en délibéré pour ce jour. Si les juges accèdent à la requête des avocats, ce sera la fin des poursuites. Le cas contraire, Boy Djinné devra répondre du chef d'association de malfaiteurs, vol en réunion commis la nuit avec escalade, effraction, et usage d'arme et de véhicule, évacuation et usurpation d'identité.

SABADOLA

La population de Sabadola, qui estime que ses enfants ne bénéficient pas d'une bonne éducation, exhorte la liste Initiatives pour une Politique de Développement (IPD) à défendre ses préoccupations à l'Assemblée nationale. Il s'y ajoute qu'elle ne voit pas les retombées de l'exploitation de l'or dans cette localité. "Ici, à Sabadola, nous ne bénéficions pas de l'exploitation de l'or. L'éducation est de mauvaise qualité", déplore une dame, lors de la visite de proximité des membres de IPD. Ces derniers ont eu également à présenter leurs condoléances au peuple sénégalais suite au drame survenu au stade Demba Diop.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2^e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général :
Mahmoudou Wane

Directeur de publication :
Ibrahima Khalil Wade

Rédacteur en chef :
Gaston Coly

Secrétaire de la Rédaction :
Assane Mbaye

Grands Reporters :
Babacar Willane & Mahmoudou Wane

Chef de Desk Société :
Fatou Sy

Chef de Desk Sports :
Adama Coly

Chef de Desk Culture :
Bigué Bob

Rédaction :

Louis Georges Diatta, Viviane Diatta, Mame Talla Diaw, Aida Diène, Ousmane Laye Diop, Cheikh Thiam, Habibatou Traoré

Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique :
Fodé Baldé

Maquette :
Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél. : 33 868 47 17
Impression : **AFRICOME**

CONSTRUCTION INNOVANTE
RAPIDE
MODERNE

Des maisons écologiques, thermiques et économiques avec des délais records de construction

ATHEGROUPE SENEGAL

Scap Liberté 4, Villa N°5087/Q
en 1^{er} étage Hôtel Tame Lodge
Ville N°266 Mbour

Adresse : Zone résidentielle
Tél/Fax : +221 33 825 86 55
BP : 15327 Dakar Fann
www.althegroupe-sn.com

COURS DE VACANCES 2017

(Programme Français)

Des **PROFESSEURS** et des **INSTITUTEURS** spécialistes du programme français vous dispensent des cours de vacances en Juillet-Aout selon votre choix dans les cycles suivants :

➤ **Primaire** : En Français-Maths

➤ **Secondaire** : de la 6^{me} à la terminale L, S , etc...

En Maths, Français, Anglais, PC, SVT, Philo, Economie, Histoire, Géographie, Espagnol, Informatique, etc...

Préparation du brevet et Bac français

Contact : 77 340 60 56

INVESTITURE DE MBACKÉ-MBACKÉ SUR LES LISTES À TOUBA

Les populations étalement leurs craintes

C'est un monde en profonde mutation. D'une part, il y a les conservateurs, d'autre part, les progressistes. Les premiers veillent jalousement sur l'héritage de Khadimou Rassoul. Ils réprouvent toute sorte de mondanité. Les seconds, de plus en plus, flirtent avec le pouvoir. Si certains talibés dénoncent cette nouvelle tendance de certains descendants de Bamba, d'autres disent respecter leur choix.

■ MOR AMAR

Un pied dans le spirituel. Un autre dans le temporel. Avantage ou inconvénient ? Les mourides sont divisés sur la question. Trouvé à la Résidence secondaire de Serigne Touba, ce jeune militant du Parti démocratique sénégalais dénonce l'implication des marabouts dans la vie politique : "Je parle au nom des jeunes de toutes les mouvances. L'implication des marabouts dans la vie politique nous porte vraiment préjudice. Il est difficile de faire la politique à Touba. Nous sommes sur le terrain 24 heures sur 24. Nous abattons un travail colossal. Mais à l'arrivée, ce sont les marabouts qui sont primés. C'est à eux qu'on donne les moyens. Je pense que c'est injuste".

Mais, le jeune politicien, la trentaine, ne désespère point. Aujourd'hui plus que jamais, il se dit engagé et déterminé pour le triomphe de son parti et de sa coalition. Même s'il aurait souhaité que la direction de sa structure revoie la formule d'investiture à l'avenir. Il déclare : "Les marabouts, nous les respectons beaucoup. Mais je pense qu'ils devraient se retirer de la politique et s'occuper de l'héritage de leur aïeul. Ce que Serigne Touba leur a laissé est beaucoup plus important que le pouvoir".

Cheikh Ahmadou Bamba, estime Dame Fall, n'a jamais souhaité avoir une quelconque proximité avec les détenteurs du pouvoir temporel. Toute sa vie, il l'a consacrée à Dieu et à son Prophète. Le bonhomme de teint clair, ancien pensionnaire du "daara" de Serigne Saliou, pense aussi que la place d'un "Mbacké-



Mbacké" n'est pas dans la politique. Il convoque un poème de Serigne Moussa Ka pour justifier son propos : "Serigne Touba disait, selon ce dernier, que Borom xam-xam bouy dèm ci buur, mingui mélni ap wègn bouy dèm ci ay guinaw keur (un religieux qui va vers un roi, c'est comme une mouche qui se dirige vers des excréments)"

A l'origine...

Dans son livre intitulé la doctrine de Cheikh Ahmadou Bamba paru aux éditions l'Harmattan, Ahmadou Khadim Sylla précise le contexte de cette mise en garde de Bamba. Nous sommes le 20 décembre 1881, Mame Mor Anta Saly, érudit et père de Serigne Touba, vient de quitter ce bas monde. Après avoir présidé la prière mortuaire, Serigne Tayba Muhammad Ndoumbé invite Serigne Touba à se joindre aux anciens camarades de son père pour aller chez Lat-Dior lui présenter leurs condoléances, mais aussi lui demander de confier à Borom Touba les anciennes fonctions de son

père. La réplique de Cheikh Ahmadou Bamba, selon l'auteur, ne s'est pas fait attendre. Devant l'assistance, il exprime son point de vue : "C'est gentil à vous de m'avoir consolé et présenté vos condoléances. Que Dieu vous récompense et vous protège ! Quant à ce qui concerne le roi, sachez que moi je n'ai pas l'habitude de fréquenter les monarques. Je ne nourris non plus aucune ambition à l'égard de leur mondanité. Je ne cherche d'honneur qu'àuprès du Seigneur". (Peut-on lire à la page 45 du livre)

En fait, rappelle M. Sylla dans son ouvrage, Mame Mor Anta Saly et Lat-Dior se sont connus dans le Rip où régnait Maba Diakhou Ba. Ce dernier qui voulait établir un Etat islamique dans cette partie du Sénégal avait fait appel à tous les musulmans. Le père de Serigne Touba faisait partie de ceux qui l'ont rejoint dans son "djihad". Quant au Damel, il a été contraint de quitter le Caylor suite à ses divergences avec Damel Madiodio Fall à l'époque soutenu par les colons. Dans le Rip, explique tou-

jours Ahmadou Khadim Sylla, le roi a été converti à l'Islam par Mame Mor Anta Saly. A la mort de Maba, les différents "djinihadistes" étaient contraints de se disperser. Le rêve de fonder un Etat islamique est tombé à l'eau. Lat-Dior qui retourna au Caylor "reconquit le trône et fit appel au père de Serigne Touba qui accepta dans l'optique de servir les musulmans. Il fut ainsi nommé magistrat et conseiller religieux auprès du roi", enseigne Khadim Sylla.

Le rappel est long. Mais il a son sens. Voilà le poste que les compagnons de Mame Mor Anta Saly voulaient à leur "fils" Khadimou Rassoul. Mais, ce dernier n'en voulait point. Il réfute catégoriquement. Naturellement, sa réponse n'a pas manqué de susciter des commentaires de toutes sortes, des reproches de toutes sortes. "Accours, m'ont-ils dit, vers les portes des sultans, afin d'obtenir des biens qui te suffiraient pour toujours". "Dieu me suffit, aïs-je répondu, et je me contente de Lui", a répondu Cheikh Ahmadou Bamba à ses détracteurs.

L'héritage en questions

Aujourd'hui, que devient cette position de Cheikh Ahmadou Bamba vis-à-vis du pouvoir ? Beaucoup estiment que c'est un ostracisme en voie de disparition. La plupart de nos interlocuteurs, trouvés aux alentours

de la Grande mosquée de Touba, bottent en touche. Voix basse, taille moyenne, teint noir, Serigne Cheikh Camara donne sa version : "Serigne Touba a beaucoup de petits fils. La plupart d'entre eux, vous ne les entendez nulle part. Vous ne les connaissez même pas. Ils ne s'occupent que des questions islamiques, des champs et des "daaras". Comme le recommandait Serigne Saliou Mbacké. Serigne Cheikh Sidi Mokhtar a aussi adopté la même position. Je pense que les jeunes Mbacké-Mbacké gagneraient à s'approprier cette même attitude".

Il y va de leur propre intérêt d'après ce cheikh, très proche de l'establishment mouride. Il explique : "un marabout qui fait de la politique sera traité comme un homme ordinaire, y compris par ses talibés. Il n'aura jamais le respect dû à son rang. On ne l'appellera pas pour effectuer des prières mortuaires. Personne n'aura plus foi en ses prières. C'est vraiment quelque chose de déplorable. S'ils étaient sous ma tutelle, je leur aurais conseillé de ne pas s'immiscer dans la politique. Mais je n'ai aucune autorité sur eux".

Le débat passionne dans la ville sainte. Si le phénomène ne date pas d'aujourd'hui, il a pris des proportions "inquiétantes", selon certains disciples mourides. De l'avis de Serigne Mbaye Sy, "Il faut retourner à l'orthodoxie : le savoir et les champs. Serigne Touba a consacré toute sa vie au savoir et au travail. Si nous voulons être respectés par les talibés, nous devons nous éloigner de la politique. Le rôle d'un marabout est d'être un arbitre. Mais comment peut-on jouer ce rôle si on porte le maillot d'une des équipes ? Ce n'est pas possible. Et de ce fait, notre autorité sera remise en cause". ■

SERIGNE CHEIKH MBACKÉ BARA DOLLY ET SERIGNE MOURTALLA MBACKÉ (WATTU SENEGAAL)

"Cheikh Abdou doit démissionner du Comité d'organisation du Magal"

Serigne Mourtalla Mbacké, fils de Serigne Modou Adjara, est membre de la Coalition gagnante Wattu Senegaal. Lui dit comprendre la suggestion des talibés. "Aucun talibé ne souhaite qu'on dise du mal de son marabout. Or, en entrant dans la politique, celui-ci s'expose aux critiques. C'est peut-être pourquoi certains pensent que nous devons rester à l'écart. Quant à ceux qui disent que nous le faisons pour l'argent, je pense qu'ils ont tort. Un vrai marabout ne fera jamais la politique comme n'importe quel citoyen. Les marabouts que je connais dans la politique ont déjà leurs priviléges. S'ils entrent dans la politique c'est juste pour régler les problèmes des citoyens", affirme-t-il ?

Toutefois, Mourtalla estime qu'il faut éviter les confusions : "On ne peut pas être au centre de l'organisation du Magal et être dans un camp politique". Sa tête de liste, Serigne Cheikh Bara Dolly embouche la même trompette. Selon lui, le chef de file des candidats de Benno dans le département doit quitter la communication du Magal. "C'est évident qu'il ne peut plus continuer à diriger cette commission. Il doit démissionner de son poste. S'il ne le fait pas on doit le démettre. Les mou-



Serigne Cheikh Mbacké Bara Dolly

rides sont intelligents. On ne peut plus les tromper. Serigne Cheikh Abdoul Ahad doit démissionner du comité d'organisation du Grand magal de Touba", répète-t-il.

Mais, par rapport à l'immixtion des chefs religieux dans le jeu politique, le représentant de W'attu Senegal n'y voit aucun inconvénient. Il déclare : "C'est tout à fait normal. Nous connaissons les problèmes de la ville et des populations. C'est normal que nous nous impliquions dans l'intérêt de nos populations". ■

SERIGNE CHEIKH ABDOUL AHAD GAINDÉ FATMA (TÊTE DE LISTE DE BBY)

"Nous ne devons pas céder à la pression"



Ce samedi, la tête de liste de Benno Bokk Yaakaar, Cheikh Abdoul Ahad Gaindé Fatma, était en tournée dans différents foyers religieux. Le marabout homme politique qui a repris ses activités était à Khayra à la pêche aux grands électeurs. Au domicile de Serigne

Modou Mbacké Sy, chef religieux et grand cultivateur, le fils de Gaindé Fatma a essayé de justifier pourquoi il est entré dans la politique. "Un jour, quelqu'un est venu me demander si je ne peux pas me retirer de la politique. Il m'a dit que Serigne Touba nous a tout donné. Je lui ai demandé à mon tour : "Mais, qu'est-ce que nous, nous avons fait pour Serigne Touba ?" Moi, je ne suis pas de ceux qui pensent qu'un marabout doit rester les bras croisés et attendre tout de ses talibés. Ce sont les autres qui veulent nous cantonner dans cette mission parce qu'ils se sentent menacés. Touba connaît beaucoup de difficultés, si on n'est absent dans les sphères de prise de décisions, personne ne va défendre nos intérêts. Si je suis entré dans la politique, c'est juste pour vous servir", dit-il aux nombreux dignitaires présents à cette rencontre.

M. AMAR

OUSMANE SONKO (TÊTE DE LISTE NATIONALE DE NDawi ASKAN WI)

“Thiès se retrouve facilement dans notre combat”

De passage dans le département de Thiès, la tête de liste nationale de la Coalition Ndawi Askan wi, Ousmane Sonko a déclaré hier que les Thiessois agréent à l'orientation qu'ils ont donnée à leur combat.

— GAUSTIN DIATTA (THIÈS)

La chasse aux voix pour les élections législatives continue dans la région de Thiès surtout dans un contexte marqué par les visites de proximité et caravanes. La Coalition Ndawi Askan wi n'est pas en reste. Hier, Ousmane Sonko et ses camarades ont investi les coins populaires de la cité du Rail dans le cadre de leur caravane nationale en perspectives des Législatives du 30 juillet prochain. Principal objectif : aller au contact direct avec les populations et donner également un coup de mains aux investis du département de Thiès (Joseph Badiane tête de liste départementale et Marième Ndiaye suppléante).

“Thiès est une ville que tout le monde connaît. C'est une ville de révolte, de refus. Thiès se retrouve facilement donc dans le combat qui est le nôtre, qui est un combat du refus et de l'injustice face à un système qui priviliege les intérêts des



étrangers. Ce système a fini après 57 ans d'indépendance, de plonger totalement le pays dans un chaos économique et social. On a été interpellé tout à l'heure par un jeune qui nous a dit qu'il a une maîtrise en Economie et un Master II en management. Et que malgré son niveau d'études assez élevé, il est obligé de prendre un poste de chauffeur parce qu'il n'y a pas d'emplois au Sénégal”, explique-t-il. Toutefois, le leader du parti Patriote du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef-Les Patriotes) estime qu'il faut combattre le système. “Le Sénégal a tout ce qu'il faut mais, tant qu'on aura un leadership complexé, un leadership à la solde des institutions internationales, un leadership qui s'aplatit devant les intérêts étrangers, la pauvreté et le chômage ne vont pas reculer.

Né en 1965 à Kébémer, Abdoulaye Niang Madocky n'est pas un griot analphabète. Il sait lire et écrire, aussi bien en français qu'en arabe. Avec un peu d'amertume, il revient sur son cursus scolaire qui aurait pu être beaucoup plus reluisant. Il témoigne : “J'ai mon entrée en sixième. C'est en classe de 5ème que j'ai quitté l'école. Durant ce cursus, je ne suis jamais sorti des dix premiers. J'ai arrêté parce que j'avais des problèmes de vision. En primaire, il arrivait que je perde complètement la vue. C'est le maître qui me ramenait parfois à la maison”. Homme de défi, de courage et de refus, il s'est toujours battu pour ne dépendre de personne. Il affirme, fier : “J'ai effectué plusieurs boulots : boutiquier, vendeur de viande... Je n'ai jamais voulu tendre la main pour subvenir à mes besoins. Jusqu'au jour où Issa Mbaye Samb fit appel à moi pour être auprès de lui. J'ai su que nul ne peut échapper à son destin. Je suis un griot pur sang. Je ne pouvais y échapper”.

“Je veux apporter ma pierre à l'édifice, mais je veux être à l'écoute de la population pour comprendre ses préoccupations afin de pouvoir la défendre”, justifie la candidate à la députation. Qui explique son engagement par le souci d'incarner le leadership féminin et de participer à l'avènement d'un nouveau type de député qui sera à l'écoute des populations. “Etre un député du peuple et non du parti”, prône la cibataire. ■

PROFIL

MAGUATTE SÈYE, 6ÈME SUR LA LISTE DÉPARTEMENTALE DE DAKAR

“Je n'ai pas les mêmes moyens que mes adversaires mais...”

Politiquement engagée, depuis le collège, avec le Parti démocratique sénégalais (PDS), la conseillère municipale à la Médina, Maguatte Sèye, est investie 6ème sur la liste proportionnelle du département de Dakar, de la coalition Manko Yeesal Senegaal. La 3ème vice-présidente du parti Les démocrates réformateurs (LDR) Yeesal de Modou Diagne Fada est convaincue de se retrouver à l'hémicycle, même si elle a comme adversaires Bamba Fall et les apéristes.



“En politique, la frilosité tue. Quand on a peur, on se détruit.” Forte de cette conviction, Maguatte Sèye est convaincue de voir son nom figurer sur la liste des 160 députés de la prochaine législature. Investie 6ème sur la liste départementale de la coalition Manko Yeesal Senegaal, la conseillère municipale à la Médina assure qu'elle n'a pas peur, même si elle a comme adversaires un certain Bamba Fall de la coalition Mankoo Taxawu Senegaal et les autres candidats de Benno bokk yaakaar. “Je sais que je n'ai pas les mêmes moyens que eux, mais je n'ai pas peur, car mon parti est certes une jeune formation, mais un grand parti”, clame la 3ème vice-présidente du parti Les démocrates réformateurs (LDR) Yeesal de Modou Diagne Fada. Outre sa formation politique, Maguatte Sèye compte également sur sa propre expérience militante.

A 35 ans, le chef de la Division caisse et recettes de la polyclinique de la Médina n'est pas novice en politique pour l'avoir embrassée depuis qu'elle est au collège, grâce à un de leurs locataires, un étudiant koldo. “J'ai fait mes humanités au PDS. Alors que j'étais en classe de 5ème, notre locataire qu'on appelait ‘Libéral’ m'a dit qu'il fallait que j'obtienne le BFEM pour aller au lycée, afin d'intégrer le Mouvement des élèves et étudiants (MEEL)”, se remémore le maîtrisé en Anglais. Toutefois, ce n'est qu'en 2002, après l'obtention de son Baccalauréat au lycée Lamine Guèye de Dakar, qu'elle devient membre officiel, en s'octroyant la carte de la formation libérale. Ne voulant pas se contenter d'être “animatrice” et “mobilisatrice”, rôle confiné aux femmes dans l'écrasante majorité des formations politiques, l'étudiante vise les instances de décision. Ainsi, elle fut secrétaire générale de la section communale de la Médina, présidente de la commission féminine de la fédération de Dakar-Plateau, puis secrétaire générale et enfin vice-présidente de la commission féminine de l'UJTL.

Tout comme son leader Modou Diagne Fada, elle a fini par quitter la barque libérale. Avec sa nouvelle formation, l'avenir, c'est la place Soweto pour d'abord servir la nation, mais également, prendre en charge les préoccupations du peuple. “Je veux apporter ma pierre à l'édifice, mais je veux être à l'écoute de la population pour comprendre ses préoccupations afin de pouvoir la défendre”, justifie la candidate à la députation. Qui explique son engagement par le souci d'incarner le leadership féminin et de participer à l'avènement d'un nouveau type de député qui sera à l'écoute des populations. “Etre un député du peuple et non du parti”, prône la cibataire. ■

FATOU SY

— MOR AMAR

Un vrai griot doit être fidèle et loyal. Mon grand père me disait : Guewél bou andé ak Guer bamou daanou, dotoùl and ak kénn. (Quand un griot accompagne son noble jusqu'à la défaite, il ne doit plus rejoindre quelqu'un d'autre. S'il s'agit d'un roi, il ne peut plus servir que ses héritiers). Tels sont les propos de Ahmadou Niang Madocky. Il est la surprise du chef. L'intrus dans cette campagne électorale des législatives 2017. La nouvelle voix d'Abdoulaye Wade a su marquer de son empreinte le périple de son mentor chez les chefs religieux. Jouant le rôle d'Abdoulaye Mbaye Pèkh, grand absent de cette tournée. Une absence objet de tous les commentaires. Certains n'ont pas tardé d'affirmer que Pèkh a lâché son ancien patron. Mais, des sources proches de l'entourage de Wade informent que ce dernier a “boudé” parce qu'il n'a pas été investi sur les listes à la députation”.



communicateurs et autres griots migrent vers les prairies marron, Ahmadou Niang Madocky a choisi de rester sédentaire. Libéral, il était. Libéral, il demeure. La transhumance ? “Je n'y pense pas. Je la condamne vigoureusement. Moi je n'accompagne pas quelqu'un parce qu'il a le décret. Je n'accompagne pas quelqu'un parce qu'il a de l'argent. Le vrai griot n'agit pas pour des intérêts personnels. Il le fait par conviction. Je serais fidèle à Wade jusqu'à la mort. Notre collaboration est sincère et naturelle”.

Cette collaboration ne date pas d'aujourd'hui. Même si le fils d'Absa Mbaye et de Madocky Niang n'a jamais été au devant de la scène. Devant son “oncle”

Abdoulaye Mbaye Pèkh, il a toujours préféré jouer les seconds rôles. “Mbeye Pèkh est le frère de ma mère. Je lui veux le plus grand respect. Je suis très mal placé pour dire pourquoi il n'est plus là. Il faut le lui demander. Je ne veux même pas que les gens pensent que c'est moi qui ai pris sa place. C'est juste que moi aussi j'ai toujours accompagné le président Wade. Quand mon oncle est là, je suis à l'écart. Cette fois puisqu'il est absent, j'ai fait le job. C'est aussi simple que ça”, précise-t-il.

A 52 ans, Ahmadou Niang vient ainsi de faire son entrée dans la cour des grands communicateurs de ce pays. Pourtant, il n'est pas un inconnu dans l'espace public. Seulement, son nom jusque-là était plus connu dans le domaine de la lutte, où il officie en tant que MC (micro central) dans toutes les manifestations organisées par Mouniang Production. Dans la politique, Madocky, comme il est communément appelé, a servi loyalement le défunt Issa Mbaye Samb, ancien ministre de Wade. Son amour pour le pape du Sopi est incommensurable. Il le clame haut et fort : “Contrairement à certains, moi je ne connais que le Parti démocratique sénégalais. Mes parents ont toujours soutenu Abdoulaye Wade et je n'ai

DE KÉBÉMER À LOUGA

La marche silencieuse d'Abdoulaye Wade

En campagne électorale à Louga et Kébémer, la tête de liste nationale de la Coalition dite gagnante Wattu Sénegal ne s'est pas adressé aux populations. En lieu et place, il a tout simplement fait une démonstration de force.



MOUSTAPHA SECK (LOUGA)

Annoncée à Kébemer, à 10 heures, la tête de liste nationale de la coalition gagnante Wattu Sénegal est arrivée peu après 15 heures. Après un premier bain de foule, Me Abdoulaye Wade s'est dirigé vers le cimetière municipal à la sortie de la ville sur la route Lompoul-Touba. Le long du trajet se sont massées les popu-

lations. Et Me Wade, debout sur son véhicule, les a saluées par des gestes de la main. Arrivé dans ce lieu du silence éternel, il s'est recueilli sur les tombes de ses deux parents et de son grand frère Moustapha Wade. Le cortège s'est ensuite ébranlé vers la maison familiale. A sa sortie, après un bon moment passé avec les siens, il a poursuivi sa route, renouant avec les bains de foule. Il est passé par

le marché central et a regagné la sortie de la ville. Après presque une demi-heure de communion avec la foule, il a dit au revoir d'un signe de la main.

Après Guéoul, où reposent aussi des membres de sa famille, et où il a rendu visite à la famille de son vieux compagnon Feu Bara Dieng, la caravane s'est ébranlée vers Ngourane. Là-bas encore, les gens sont sortis massivement, criant,

jubilant. Dans le département de Kébémer, il n'a adressé la moindre parole aux électeurs et militants. C'est vers 17h30 que la tête de liste a été accueillie, à l'entrée de Louga. Un long et bruyant cortège s'est ensuite dirigé lentement au centre-ville, passant devant l'ex-usine de la Sotexka, puis empruntant une partie du boulevard Abdou Diouf. A l'angle de l'hôpital Amadou Sakhr Mbaye, le cortège s'est engagé sur la route passant par Keur Serigne Bara. Arrivé au rond-point du passage à niveau, il a pris l'avenue Samba Khary Cissé. Arrivés à la gare de Louga, Wade et sa mouvance se sont dirigés vers l'Est. A environ 500 m plus loin, juste devant la demeure Mansour Bouna Ndiaye, le convoi s'est arrêté. Puis, contre toute attente, comme dans une débandade, le cortège s'est disloqué. Certains véhicules dont celui où était Me Wade ont foncé empruntant les petites ruelles du quartier Artillerie.

Quelques minutes plus tard, le chef du Pds a été annoncé sur la route de Saint-Louis. Des responsables de la coalition ont expliqué la scène par des menaces d'insécurité nées de la foule grandissante. Partout où il est passé, tout le monde ou presque est sorti le voir debout dans son véhicule, saluant par un signe de la main. En moins d'une heure, Abdoulaye Wade est apparu à Louga, plus populaire que jamais. Même s'il ne s'est pas adressé, là aussi, aux populations, celles-ci lui ont bien témoigné une certaine affection, mais aussi, beaucoup de curiosité. ■

AISSATA TALL SALL SUR LE DRAME DE DEMBA DIOP

"Il faut qu'on apprenne à sanctionner"

A Kolda, Me Aïssata Tall Sall, tête de liste nationale du mouvement "Oser l'Avenir", a interpellé les gouvernements sur la nécessité de situer les responsabilités suite au drame du stade Demba Diop qui a occasionné 8 morts et 102 blessés.



Suite et pas fin de la mort des supporteurs Mbourois. Le discours de la campagne électorale s'en est emparé pour dénoncer les manquements qui ont conduit à ce malheur. Exprimant tous ses regrets de la disparition de ses concitoyens, après l'effondrement d'un pan du mur du stade Demba Diop, lors de la finale de la coupe de Ligue samedi dernier, la tête de liste de "Oser l'Avenir", a interpellé le gouvernement sur la maintenance des infrastructures et établissements relevant de son chef.

"Construire, c'est bien, mais le sauver et le maintenir est encore beaucoup plus responsable", a martelé, Me Aïssata Tall Sall, déplorant "les conditions dans lesquelles le mur s'est effondré". Selon elle, si ce pan a cédé sous le coup de la pression, c'est qu'il y a quelques failles techniques. Aussi appelle-t-elle à désigner clairement les coupables. "Donc, nous devons là aussi situer les responsabilités et j'appelle le gouvernement à le faire et à le faire très rapidement. Quoiqu'il en soit, des actes de cette nature ne doivent pas rester impunis", a-t-elle déclaré.

Si elle avoue mettre ce drame "sous le compte de la volonté divine en bon musulman", la tête de liste nationale n'en estime pas moins "qu'il faut qu'on apprenne à sanctionner au Sénégal". Me Tall Sall dit avoir encore en mémoire, le douloureux drame qui s'est passé dans un stade de foot en France pour illustrer ses propos. "Nous avons vu ce qui s'est passé en Corse, il y a quelques années quand le stade de Furiani s'est effondré. Mais on a fait un procès pour éclairer la lanterne des citoyens français. C'est ce que la France a fait", avant d'insister que "le Sénégal doit le faire également pour ses citoyens. Donc j'en appelle à vraiment faire le point, à situer les responsabilités et à sanctionner s'il y a une faute". ■

EMMANUEL BOUBA YANGA

VISITE À L'ÉGLISE DES PARCELLES ASSAINIES

Amadou Ba sur l'autel

À l'image d'un prêtre sur l'autel tendant à convaincre les fidèles, Amadou Ba en visite hier à l'église des Parcelles Assainies a annoncé une liste de mesures, les unes pour la communauté chrétienne et les autres pour toute la localité.

BABACAR WILLANE

Amadou Ba était hier à l'Eglise des Parcelles Assainies. Les fidèles se sont déplacés pour la circonstance afin de l'accueillir dans ce lieu de culte. Sur place, la tête de liste de Benno Bokk Yaakaar à Dakar a sorti tous les arguments qu'il croit bons pour convaincre la communauté chrétienne locale. D'abord les questions qui intéressent la paroisse directement, ensuite les aspects qui concernent toute la commune. S'agissant de l'église spécifiquement, elle a un projet d'extension que le curé Marcel Thiaw et ses coreligionnaires voudraient bien concrétiser. Mais il se trouve qu'il y a un contentieux avec une famille du quartier. L'hôte du jour a promis que le chef de l'Etat va veiller à ce que tout ce qui est utilité publique ne puisse être bloqué. "L'Etat a pris toutes les dispositions pour permettre l'extension de l'église dans les meilleurs délais. Nous allons veiller à ce que

chaque communauté exerce pleinement sa foi dans un lieu décent", promet-il.

Une annonce qui a le mérite de plaire aux fidèles qui applaudissent et chantent sur fond de remerciement : dieureudieu, dieureudieu, répètent-ils. "Ce n'est pas la première fois que vous venez ici. Nous savons que vous êtes très proches de nous. Vous nous avez toujours accompagnés. Merci pour les promesses à la communauté chrétienne", répond le prêtre Marcel Thiaw. Le candidat à la députation a voulu aussi montrer la place que la coalition présidentielle accorde aux catholiques. "Il y a des chrétiens dans la liste de Dakar", déclare Amadou Ba qui s'est mis à citer des noms comme Jean Baptiste Diouf, maire de la commune de Grand Dakar. Une initiative approuvée par le curé qui estime que la communauté chrétienne doit être là où se prennent les décisions.

Outre les points qui concernent directement l'église, le ministre de



Amadou Ba et Père Marcel Thiaw

l'Economie a fait d'autres promesses à la population de façon générale. Dans le domaine de l'Education, il a estimé que les écoles de Parcelles sont vieilles. Ainsi, il a déclaré que depuis deux à trois jours, ils sont en discussion avec le maire pour la rénovation de 10 établissements. "Nous sollicitons votre aide pour que ça aille vite. Nous ne le faisons pas pour de la politique politique, mais pour l'intérêt commun", plaide-t-il. Amadou Ba appelle les politiques à savoir raison garder et à comprendre que l'essentiel c'est l'intérêt des Parcelles et de Dakar.

Le ministre a aussi soutenu qu'après l'Education, ce sera autour des postes de santé. L'argentier de l'Etat a laissé entendre

que les Parcelles Assainies doivent dépasser les postes pour avoir un centre de santé. S'agissant de l'eau, il a annoncé le démarrage des travaux d'un forage pour la commune des PA prévu ce matin. Le ministre de l'hydraulique va donner lui-même le coup d'envoi.

À l'échelle de la capitale, le ministre des Finances a révélé qu'il va signer jeudi prochain une convention de 18 milliards avec la banque mondiale pour améliorer l'accès à l'eau. Le cavalier de Benno Bokk Yaakaar n'a pas oublié le stade. Après avoir fait remarquer que les travaux sont à l'arrêt depuis 5 ans, il a promis qu'à la fin de la réfection, il sera possible d'y faire du sport la journée comme la nuit. ■

GALERIE NATIONALE D'ART - ESTHÉTIQUE

En avant la culture mouride !

Après la très belle et remarquable exposition d'Ousmane Ndiaye Dago, les tableaux que reçoivent actuellement les cimaises de la Galerie nationale portent sur "L'esthétique mouride : un modèle de savoir-être, de savoir-faire et de savoir-devenir". Une exhibition d'un tout autre genre mais tout aussi exquise et splendide que celle du photographe.

Tout commence avec la création de la ville de Touba en 1988. A travers une photo au décor assez sommaire est présentée jadis la capitale du mouridisme. Une représentation qui ouvre la série de fresques d'art et d'installations que reçoit actuellement la Galerie nationale d'art. Elles portent toutes sur l'esthétique mouride. Ainsi, après ce tableau qui campe le décor de ce qu'on découvrira au fil de la visite dans cette exhibition, est proposé une photo de la mosquée de Touba. Elle a été prise en 1950 et présente une architecture assez dépourvue, loin de l'actuel lieu de culte, dont des photocopies trônent quelque part dans la salle. Sur bien d'entre elles, on découvre ce lieu de prière de l'extérieur comme de l'intérieur. Ils sont colorés et décorés avec goût. Le luxe y apparaît surtout dans les vidéos projetées et dans lesquelles on découvre une séance de prière du vendredi à la grande mosquée de la ville sainte. Il est

également montré des images de dignitaires mourides comme Serigne Saliou Mbacké, Cheikh Ibrahima Fall, Serigne Bara Falilou, etc.

Les artistes participant à cette exposition ont allié collage, peinture et photographie. En effet, ils ont pris des clichés des marabouts. Pour donner de l'envergure à ces derniers, ils ont juste laissé la tête et avec du tissu en basin ont refait les boubos. Ils y ont même ajouté quelques touches de broderie par ci et par là. La coupe "Baye Lakhaat", un modèle vestimentaire bien mouride, est ressorti dans quelques-unes de ces tenues. De loin, ces tableaux aux person-



nages géants donnent un air de réel tellement le travail est

bien fait. Mais il n'y a pas que des hommes : Il y a aussi les femmes qui sont présentes dans cette exposition à travers des portraits de Sokhna Moumy Mbacké ou encore Sokhna Mbène Mbacké entre autres. Comme pour respecter un principe islamique qui voudrait que lors de rassemblements les hommes ne se mélangent pas aux femmes, un coin est spécialement aménagé pour recevoir les photos de ces grandes dames.

"Dalbergua melanoxyl"

Au-delà de ces figures du mouridisme, sont proposés d'autres éléments faisant la particularité de cette confrérie. Ainsi, sont mis en avant le "Ndialabaane ébène" (Dalbergua melanoxyl) bois avec lequel est fait le chapelet. Le "Berndé", service grande nature de victuailles, est également mis en exergue, avec celui des "Baye Fall" pendant le ramadan. Le "ndiakhass" ou patch en wax, un style vestimentaire bien mouride est naturellement vanté dans cette exposition.

Le culte du travail est bien connu chez les disciples de Cheikh Ahmadou Bamba. Et travailler la terre, ils savent bien le faire. Cet aspect ressort à travers quelques photographies de "tali-bés" dans les champs. Rien n'a véritablement manqué pour montrer toutes les facettes de cette culture. Donc, évidemment il y a du succulent "Café Touba" distribué.

"Je me rappelle du jour où je suis venu, au nom du Président Macky Sall, présider le vernissage de l'exposition qui précède la célébration du "Juli guedj gui". J'ai appelé Matar Diouf (ndlr président du comité d'organisation) et Awa Cheikh Diouf (ndlr la directrice de la Galerie nationale d'art) pour organiser une exposition sur le vêtu mouride", s'est souvenu le ministre de la Culture et de la Communication qui a assisté au vernissage. "Aujourd'hui, on a eu plus que le vêtu mouride et je pense qu'après Dakar il faut amener cette exposition en pays sérère", a-t-il proposé. ■

B. BOB

HOMMAGE

À Yaye Cathy Guéye



Femme spéciale, à coup sûr tu l'as été
Femme sociale, à coup sûr tu l'as été
Femme de cœur, à coup sûr tu l'as été

Ton dur labeur en faveur des cas sociaux en est la preuve
L'assistance sociale est une affaire de cœur, tu avais un gros cœur
Les multiples témoignages des connasseurs en sont la preuve
L'armée nationale n'a pas tarri d'éloges à ton égard
La fédération des épouses des militaires du Sénégal en est une preuve
Ce ne sont point mes dires !!!

Je me souviens maman de ton pèlerinage
Cadeau de l'armée par pure reconnaissance et hommages
Pour services rendus dans ce domaine social que tu chérissais
La retraite n'a point entamé ton œuvre sociale
Tes parents et proches ne me démentiront pas

Un fils qui fait l'éloge de sa maman,
Normal me dira t-on
Le fils va passer le témoin à l'humain qui va témoigner pour son prochain
La dignité, la patience, le courage, le soutoura étaient tes compagnons au quotidien
Je t'ai toujours observé en silence
Sur ta natte de prière, avec tes longues prosternations
Sur ta natte de prière, avec ton chapelet

J'ai admiré ton courage devant les épreuves de la vie
Que d'épreuves tu as vécues !!!
La dernière a été celle des derniers moments
Digne dans l'épreuve jusqu'au bout
Jusqu'à la dernière minute en atteste notre dernière conversation
Moi : "Maman lou laye metti"
Maman : "Al Hamdoullah fumou nek nii dara métawouma ma ngui sante Yalla"

"La mort est dans la vie, la vie est dans la mort" disait l'autre
Maman tu vis en nous, tu n'es point dans l'au-delà
Ta mission continuera via ta postérité jusqu'à l'éternité

De toutes tes valeurs, au delà de la pieuse,
Je retiendrai celle qui a été la tienne toute ta vie
SERVIR SON PROCHAIN SANS RIEN ATTENDRE EN RETOUR
ASSISTER, ENCORE ASSISTER, TOUJOURS ASSISTER !!!!

INNA LILLAHI WA INNA ILAYHI RADJI'OUNE
QU'ALLAH TE PARDONNE, TE COUVRE DE SA MISERICORDE
ET T'ACCORDE LE FIRDAWS
QUE SAYYIDOUNA MOUHAMMAD SALLALLAHOU 'ALAYHI
WA SALLAM ET FATIMATOU ZAHRA RADIYALLAHOU 'ANHA
T'ACCUEILLENT DANS LES JARDINS DU FIRDAWS. AMIIIN

Ton fils Abibou GUEYE alias Talibé Universel Nieupp pour les autres
Bonne réception Maman

CLAPIVOIRE 2017

Khadidiatou Sow et Demba Dia à Abidjan

Le jury national pour le Festival de film de court-métrage en Côte d'Ivoire s'est réuni à la Direction de la Cinématographie la semaine dernière. Ils ont choisi deux films, en fiction et en documentaire, pour représenter le Sénégal à ce rendez-vous en septembre prochain.



Khadidiatou Sow

membres de l'Association sénégalaise des critiques de cinéma, Oumy Ndour et Gilles Arsène Tchédji ainsi que l'actrice Rokhaya Niang, le réalisateur Fabacary Assymby Coly et Amadou Lamine Kébé.

Ils ont visionné 11 films dont 3 en fiction et 7 en documentaire. Pour le premier genre cité c'est "Une place dans l'avion" de la jeune réalisatrice Khadidiatou Sow qui est retenue pour cette compétition. "Le film raconte l'histoire de Moussa qui a toujours rêvé de voyager. Une radio annonce qu'un avion spécial à destination des Etats-Unis est mis à la disposition de tout voyageur désireux d'émigrer sans aucune formalité ou contrainte. Mais les places sont limitées", indique la note de la DCI. "Le film est choisi pour ses qualités techniques et

artistiques", précise le jury. Il est produit par Cinékap et était en compétition en février dernier au festival de court-métrage de Clermont-Ferrand. Les réalisateurs Amath Ndiaye et Mbaye Maniang Diagne avaient proposé leurs films pour aller à la fête du septième art à Abidjan avec leurs réalisations "Maty" et "La profanation".

Pour les documentaires, sur les sept candidatures reçues, c'est le film "J'existe" de El'hadj Demba Dia qui est retenu pour représenter le Sénégal à Abidjan. Il "retrace l'histoire d'une jeune mère de famille avec trois enfants en charge à Guinaw rail, un quartier défavorisé qui n'offre pas beaucoup d'opportunités", résume la note. "Le film est choisi pour son histoire et ses qualités techniques", selon le jury. En juin 2016, ce film avait gagné à Yaoundé le prix de l'Ambassadeur de la cause féminine. Il a également pris part en décembre 2016 à la 8e édition du festival du cinéma africain de Tanger. En outre, Ndèye Marème Guéye avait proposé dans cette catégorie "Une Africaine sur Seine" alors que Pape Daouda Sarr est venu avec "Sport, étude et jeunesse".

Le jury national a visionné ce jour-là également "Ebola, le Sénégal un cas", d'Adama Cissé Camara, "Filet Sauvage" de Fatou Maodo Soumaré, "Le Référendum" de Mame Mor Faye et enfin "Mbalit" de Mor Talla Fall. ■

— BIGUÉ BOB

Du 4 au 10 septembre prochain la capitale ivoirienne va recevoir la 17e édition du Festival "Clap Ivoire". A cet effet, le Sénégal enverra cette année, comme à chaque session de ce rendez-vous annuel du cinéma, deux films qui vont le représenter dans les catégories en compétition. Ainsi, le jury national composé de six membres, dont le chef de la division promotion, coopération et communication de la direction de la cinématographie, Thierno Diagne Bâ, s'est réuni la semaine dernière selon un communiqué de la direction de la cinématographie reçu à EnQuête. Il était même le président dudit jury auquel ont fait partie les journalistes et

Drame à Demba Diop

Le réquisitoire du procureur de la République

48 heures après le drame du stade Demba Diop, le procureur de la République a fait face à la presse hier. Serigne Bassirou Guèye promet une sanction contre les responsables de cette catastrophe et ceux qui s'en réjouissent à travers les réseaux sociaux. Il disculpe la police chargée de mener l'enquête.



— FATOU SY

Le enquête sera complète! Aucune piste ne sera négligée. Les responsabilités seront situées et les auteurs de ces actes ignobles seront traduits devant la justice". Ainsi a parlé, hier, le procureur de la République, lors d'un point presse tenu au Palais de justice Lat Dior, 48 heures après les événements tragiques de samedi dernier au stade Demba Diop. Faisant part d'indices déjà trouvées, Serigne Bassirou Guèye a assuré que "l'enquête ira jusqu'au bout" et "aucune piste ne sera négligée. Les responsabilités seront situées et les auteurs de ces actes ignobles seront traduits en justice", dit-il. Selon toujours Serigne Bassirou Guèye, le président de la ligue a été entendu. Les échauffourées, il faut le rappeler, ont fait 8 morts et 102 blessés, lors de la finale de la

Ligue qui opposait l'Us Ouakam au Stade de Mbour.

L'enquête a été confiée à la Division des investigations criminelles (DIC), à la Sûreté urbaine mais aussi au Commissariat de Dieuppeul. Déjà, un transport a été effectué sur les lieux par le maître des poursuites avec les Officiers de police judiciaire (OPJ) concernés. "Nous nous sommes rendus sur les lieux pour constater l'ampleur du drame. Les traces de sang et autres débris trouvés renseignent sur l'atrocité des actes commis", s'indigne le magistrat. A l'en croire, l'enquête a déjà démarré avec des témoignages recueillis, des vidéos visionnées et des renseignements en cours de traitement et exploitation, sans compter l'autopsie confiée à l'hôpital Aristide le Dantec.

Des poursuites contre les internautes auteurs de propos malveillants

Au-delà des personnes qui seront identifiées comme les auteurs du drame, le parquet annonce également des poursuites contre les internautes, auteurs de propos malveillants sur le drame. En effet, des individus se disant Ouakamois se réjouissent des

incidents, en laissant entendre que les Mbourois doivent louer les GMI, car le bilan aurait beaucoup plus dramatique, si ces derniers n'étaient pas sur les lieux. Serigne Bassirou Guèye trouvent ces commentaires inadmissibles, puisqu'il s'agit d'apologie du crime. "J'ai demandé au Commandant de la section de recherches d'identifier ces personnes pour qu'elles soient poursuivies", a-t-il renseigné.

Par contre, le maître des poursuites a disculpé la police accusée de n'avoir pas su gérer la situation pour avoir été en sous-effectif. "Nous n'avons aucune piste qui mène vers les forces de l'ordre", a

soutenu le magistrat. D'ailleurs, le chef du parquet trouve "bizarre" que le débat sur l'effectif des forces de l'ordre puisse prospérer, dans le domaine sportif. "Le sport, c'est le domaine par excellence où l'amitié doit prévaloir. Si on arrive à dire qu'il n'y a pas suffisamment de policiers, l'esprit est déjà fausse", a fulminé le procureur. Qui invite à s'appesantir sur "cette culture de la violence" dans le milieu sportif. "C'est ce qu'il faut décrier, mais, on a tendance à déplacer le débat et ce serait nuisible pour la paix que nous devons inculquer", a conclu Serigne Bassirou Guèye. ■

COUR D'APPEL – LA DÉCISION ATTENDUE AU 7 AOÛT PROCHAIN

Les Dr Hachem et Youssou Diallo jouent les prolongations

C'est le 7 août prochain que la Cour d'appel va statuer sur l'affaire opposant le Dr El Ali Hachem Djab à son associé à la clinique du Cap, Dr Youssou Diallo. Lors du premier jugement rendu, ce dernier a pris 6 mois avec sursis pour dénonciation calomnieuse et 10 millions de FCFA à titre de dommages et intérêts. Non content de cette décision, le médecin de Bibo Bourgi a interjeté appel.



Qui ne se rappelle pas du jour où Bibo Bourgi a été transporté à bord d'une civière à la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI) pour sa comparution à titre de complice dans l'affaire de la traque des biens mal acquis, avec comme principal prévenu, l'ancien ministre d'Etat, Karim Wade ? Ce jour là, le docteur El Ali Hachem Djab avait indiqué que son patient "était au plus mal et qu'il ne pouvait pas répondre à la justice. Convaincu que Bibo Bourgi "jouait du théâtre", Me Yérim Thiam "avait juré de démasquer le médecin urgentiste qu'il considérait comme un faux médecin". "J'ai écrit une lettre confidentielle au Docteur Youssou Diallo, gynécologue-obstétricien. C'était mon devoir de faire un compte rendu. Je suis persuadé que le Dr Hachem est un faussaire", a fait savoir, hier, le conseil, devant la Cour d'appel de Dakar.

Non satisfait de la décision rendue en première instance, le même Docteur Hachem a interjeté appel. Ainsi, hier, les deux associés à la clinique du Cap se sont retrouvés devant la Cour d'appel. Face au président, les avocats de Hachem, Mes Baboucar Cissé et Cie, ont réclamé justice. Ils ont expliqué qu'à cause des allégations du prévenu, l'urgentiste a été interdit d'exercer sa profession pendant 15 mois. "Le seul diplôme que j'ai obtenu m'a été délivré par l'Université Félix Houphouët Boigny de la Côte d'Ivoire, en 1994. Le certificat 1998 a été confectionné pour me discréditer", a avancé Dr Hachem. Pour sa défense, le Dr Youssou Diallo a maintenu ses propos. Il a laissé entendre que son associé est un "faux-urgentiste réanimateur". Qu'il a toujours eu des doutes sur les compétences d'El Ali Hachem Djab avec les nombreux "incidents sérieux" qu'il a eus dans les salles d'opération.

Les débats clos, la Cour d'appel a mis l'affaire en délibéré pour le 7 août prochain. ■

AWA FAYE

FUITES AU BAC

Bassirou Guèye requiert 42 inculpations et 16 mandats de dépôt

Après plusieurs retours de parquet, les 42 personnes déférées dans l'affaire des fuites au Bac seront présentées au Doyen des juges d'instruction. Si le juge Samba Sall suit le réquisitoire introductif du procureur de la République, tous les suspects seront inculpés, mais seuls 16 d'entre eux feront l'objet de mandat de dépôt. Les 26 restants seront placés sous contrôle judiciaire.

Les choses se corsent pour les 42 personnes arrêtées dans l'affaire des fuites sur les épreuves de français, histoire et géographie lors de l'examen du Baccalauréat 2017. Car, si le réquisitoire du procureur de la République est suivi, toutes les personnes déférées, depuis la semaine dernière, seront inculpées. Pis, elles feront l'objet d'une information judiciaire au niveau du premier cabinet d'instruction. "Compte tenu de la gravité des faits qui ont fortement troublé l'ordre public, nous avons ouvert une information judiciaire et demandé qu'elles soient toutes inculquées pour les délits d'association de malfaiteurs, fraude aux examens, escroquerie, obtention frauduleuse d'avantages et de matériels indus et complicité de ce chef", a révélé

le maître des poursuites qui faisait face à la presse hier, au Palais de justice Lat Dior.

Serigne Bassirou Guèye a également indiqué avoir requis le mandat de dépôt contre 16 personnes, uniquement. Les 26 restantes vont recouvrer la liberté et feront nécessairement l'objet d'un contrôle judiciaire. S'agit-il des élèves ? En tout cas, c'est ce que souhaitent certains avocats constitués pour les potaches. Mais, Serigne Bassirou Guèye s'est gardé de donner des précisions. Il s'est juste contenté de dire qu'il appartiendra au juge d'instruction de décider par rapport à son réquisitoire. S'agissant de l'identité des individus interpellés, il a fait savoir qu'il s'agit de 3 professeurs de lycée, 3 agents de l'Office du Bac, 1 proviseur de lycée, 23 candidats, 3 bacheliers

qui ont réussi par la fraude en 2016 et d'autres personnes comme des étudiants et d'individus évoluant dans divers domaines d'activités. Ils ont tous été appréhendés par la Section de recherches de la gendarmerie et la Division des investigations criminelles (DIC) en collaboration avec les commissaires de Plateau, Kaolack, Tivaouane et Diourbel. "Les contours de la fraude ont été cernés et l'enquête a révélé que les sujets étaient échangés contre des sommes variant entre 25 000 F et 200 000 F CFA", a renseigné le chef du parquet. Selon qui, les réseaux sociaux, notamment WhatsApp ont contribué à répandre la fraude. Une fraude qui a fait que les candidats ont été obligés de reprendre les épreuves incriminées. ■

F. SY

BFEM- RÉSULTATS EN BERNE DANS LA COMMUNE DE KAOLACK

WhatsApp et Facebook au banc des accusés

Au Cem Djim Momar Guèye les résultats au Bfem sont satisfaisants. Le taux de réussite dépasse 50%. Mais, dans la commune de Kaolack, ils sont légèrement en berne (48%), contrairement au 54,04% de l'année dernière.

■ AÏDA DIÈNE

Les premiers résultats du BFEM à Kaolack ont été publiés, hier. Le centre Djim Momar, réputé pour ses bons résultats obtenus chaque année, a atteint un taux de réussite qui avoisine les 50% au BFEM. Dans le jury 116, il y avait 230 candidats pour trois absents. 55 élèves ont été admis d'office ; 66 sont admissibles. Le président du jury Aliou Sow indique que les résultats sont bons. "Le taux dépasse les 50%. Ce n'est pas mal, même si, on pouvait s'attendre à mieux", dit-il. A Kaolack, ils n'ont pas connu les mésaventures de l'inspection d'académie de Saint-Louis

confrontée à des cas de tricherie. Son jury, explique-t-il, est très complexe, car il a deux sections : une moderne et une autre technique. Que le nouveau logiciel expérimenté, cette année, lui a permis de faire son travail correctement. En sus, les surveillants sont venus à l'heure et les correcteurs étaient présents. De ce fait, la correction s'est faite dans de bonnes conditions.

Professeur d'Espagnol dans ledit établissement, M. Diallo trouve les résultats de l'année dernière sont meilleurs que ceux de cette année, dans la commune. "L'année dernière, nous avons un pourcentage de 54,04%. Mais cette année, nous avons 48%. Ce qui montre

que les résultats de l'année dernière étaient meilleurs". Il souligne que le personnel est là depuis 1997 et n'a pas changé. Donc, la cause de ses résultats décevants doit être recherchée ailleurs. Il a sa petite idée. "Le fait est que les élèves n'apprennent plus. Ils ne sont plus ambitieux. Si vous voyez bien, cette année, il n'y a pas eu de perturbations. Nous avons fait cours deux jours, avant les épreuves, mais ça reste chez les élèves", dénonce-t-il. Il pointe du doigt les smartphones et les réseaux sociaux qui occupent tout leur temps. "C'est malheureux, ils passent leur temps à se connecter sur WhatsApp, Facebook et c'est général. Cela fait que les résultats



Illustration

ne sont plus bons. C'est un inconvénient néfaste à l'enseignement-apprentissage", déplore M. Diallo.

Ceci n'est pas le cas pour Pape Arona Ndiaye sorti premier du centre. Il a largement dépassé les 220 points demandés. Il en a obtenu 350, soit une moyenne de 15,90.

Elève au Cem Djim Momar Guèye, il rend grâce à Dieu et dédie ce résultat à son établissement, ses professeurs et parents. Heureux, il déclare : "C'est excellent pour notre école. Je suis content et félicite mes parents qui ont participé à ma formation". ■

MAUVAIS RÉSULTATS AU BAC 2017

Les parents indexent les grèves des années précédentes et les fuites

Les mauvais résultats du baccalauréat 2017 s'expliquent, selon les responsables d'associations des parents d'élèves, par les perturbations notées les années précédentes et la fuite qui a entaché les épreuves.



■ MARIAMA DIÉMÉ

Les résultats du baccalauréat de cette année renseignent qu'il y a eu une forte baisse du taux de réussite par rapport à l'année précédente. Faisant une analyse approfondie, le président de l'Union Nationale des Parents d'Elèves et d'Etudiants du Sénégal (Unapees) Abdoulaye Fané, fait remarquer que les candidats ayant fait le bac, cette année, "ont eu à vivre des années successives de grèves". "Espérons qu'à partir de cette année-là, les grèves seront amoindries et qu'il y aura des possibilités d'améliorer tout cela pour que les années à venir, on puisse régler la situation", déclare M. Fané, joint au télé-

phone par EnQuête. Il est rejoint par son ami de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves et d'étudiants du Sénégal (Fenapees), Bacary Badiane. "Depuis quelques années, dit-il, le quantum horaire n'est jamais atteint, à cause des nombreuses grèves. Donc, il ne peut pas y avoir de bons résultats. Ce n'est pas possible. Il n'y a pas de miracle".

Hormis, ces perturbations qui sont indépendantes de la volonté des candidats, ces responsables d'associations de parents d'élèves sont d'avis que les fuites des épreuves de français, d'histoire et de géographie ont impacté les résultats. "Cette année, il y a eu ce qui s'est passé. C'est-à-dire les fuites. Et, ça a perturbé le système,

tous les candidats. Ils ont perdu tout espoir. Ils sont démoralisés. Ils n'ont plus confiance. Il y a eu la peur, etc.", renchérit M. Badiane au bout du fil. Son ami de l'Unapees d'ajouter que cela dépend de la psychologie de l'élève. "Certains qui étaient dans de très bonnes dispositions pour aborder les épreuves de français ont été déboussolés. On les a fait sortir des classes", regrette M. Fané. Ainsi, selon la Fenapees, "il fallait tout reprendre". "Le constat est que les résultats sont très faibles. C'est-à-dire catastrophiques. Ce sont des candidats d'abord qui sont malheureux, mais, les parents le sont plus. Et, l'Etat doit l'être aussi, après avoir tant investi", se désole M. Badiane.

Concernant les séries L où les résultats ont été plus décevants, le président de la Fenapees estime qu'une réflexion doit être menée. D'autant que, "le président de la République a demandé à ce qu'on mette l'accent sur les séries scientifiques".

Aujourd'hui, Bacary Badiane se félicite de la fermeté du Chef de l'Etat dans ce dossier. "Ce qui s'est passé, c'est vraiment un sabotage. Je le dis à haut et je suis content d'entendre le Président dire que les responsables seront sanctionnés. Il faut sanctionner durement et lourdement pour que plus jamais qu'on ait à faire à cela. Ce sont des milliards qui sont investis dans l'éducation. Vraiment, on n'a pas le droit de faire cela. Pendant longtemps, on parlera de ce bac 2017", rouspète-t-il. "C'est un crime. On a commencé

à arrêter, mais si c'est simplement arrêter des gens, les interroger et les relaxer après, tout le monde sera tenté de faire la même chose", prévient le président de la Fenapees.

Selon lui, l'Etat doit faire la lumière sur cette affaire. "Le peuple a besoin de connaître la vérité, les parents d'élèves surtout. Parce que ce sont eux qui ont été blessés. Ce sont eux qui ont dépensé leur argent pour l'éducation de leurs enfants", fait remarquer M. Badiane. Qui espère que les résultats finaux donneront lieu à des pourcentages de réussite meilleurs que ce qu'on a au premier tour. "Il reste l'oral. Il se peut que la tendance soit renversée avec le second tour. On nous dit, quelque part, qu'il y a eu beaucoup de candidats libres", dit-il. ■

11,19% DE TAUX DE RÉUSSITE AU BACCALAURÉAT À LINGUÈRE

C'est l'hécatombe !

Les candidats au baccalauréat à Linguère sont édifiés sur leur sort. Dans les trois centres que compte le département, les candidats étaient au nombre de 1814 élèves. Au lycée Alboury Ndiaye de Linguère, sur les 575 candidats qui ont composé, 60 potaches ont réussi au premier tour ; 180 sont autorisés à subir les épreuves du second tour, soit un pourcentage de réussite de 9,38%.

Au lycée Dr Daouda Sow de Dahra, 583 candidats ont composé. 58 élèves sont admis d'office ; 170 ont été retenus pour subir les épreuves du second tour. Soit un pourcentage de 10,05%. A signaler que, dans ce centre, deux élèves de la série S2 ont obtenu la mention Très-bien, au grand bonheur du corps professoral et de leurs parents. Au lycée ex Cem1, 656 élèves ont composé. 44 ont réussi au premier tour ; 158 doivent subir les épreuves du second tour, soit un pourcentage de réussite de 14,90%.

Au total, dans les trois centres du département de Linguère, 1814 élèves ont composé. 162 ont décroché leur premier diplôme universitaire ; 508 doivent passer le second tour, ce qui fait un pourcentage de réussite de 11,19%.

Ce faible taux de réussite inquiète autorités scolaires et parents qui fustigent les fuites notées cette année et demandent l'application de la loi contre les présumés fraudeurs. ■

AFFAISSEMENT D'UN MUR DU STADE DEMBA DIOP

Un drame de plus qui a fait 8 morts et une centaine de blessés !

Encore un drame de plus ! Un drame, profondément regrettable, dû par une négligence coupable de nos autorités et de l'indiscipline par ailleurs. Ce qui est inadmissible, dans un pays où la prévoyance est de rigueur et fait partie intégrante des règles permanentes de bonne gouvernance. Ceci étant, la responsabilité des autorités dans ce drame est pleine et entière sur toute la ligne, par le fait que le gouvernement ait observé la dégradation continue de ce stade, comme si de rien n'était, ceci chaque jour davantage, sans aucune intervention de sa part en amont, afin d'enrayer la catastrophe qui se dessinait inexorablement, avant qu'elle ne se produise subitement. Malheureusement, comme d'habitude, ce n'est qu'après ce drame, qui nous a coûté, pour l'instant, 8 pertes en vies humaines et une centaine de blessés graves, que le ministre de tutelle vient nous annoncer la fermeture du stade. C'est bien triste et tardif comme mesure, car, c'est en quelque sorte, l'intervention du médecin après la mort. Alors que, l'on dit parfaitement que : **gouverner c'est prévoir**.

Il semble bien utile qu'il faut souligner avec force ce qui suit et qui est le soubassement des malheurs qui nous arrivent. En effet, **l'accumulation des fautes récurrentes et non corrigées ; l'imprévoyance des graves risques ; la vanité ou suffisance de nos gouvernements d'hier à aujourd'hui ; l'impunité sélective dont bénéficient certains responsables de ces nombreuses catastrophes ; la négligence criminelle de ne pas accorder l'importance qui sied et doter à la sécurité publique les ressources humaines et financières nécessaires et suffisantes, etc., sont souvent les principales causes des drames récurrents, que nous subissons, impuisamment, dans tous les domaines d'activités de notre pays.**

A la limite, le Sénégal pourrait être comparé, fort bien, à un bateau ivre, qui tangue depuis des décennies vers une catastrophe et dont ses différents capitaines, depuis lors, ont été jusque-là, dans l'incapacité matérielle de redresser ses gouvernements, pour éviter le naufrage imminent à notre Sunugaal.

Il est évident, que nos gouvernements auraient bien pu éviter cet énième drame, si seulement, ils avaient, dès le départ, bien compris et appliqué enfin, le principe certes, élémentaire, mais fondamental, qui veut, qu'en matière de sécurité publique, il faudrait toujours en amont, prendre des mesures de prévoyance et ensuite de sauvegarde, et non, de faire le médecin après la mort. Et, il ne sert à rien, après un tel drame, de venir, devant les parents éplorés, verser des larmes de crocodile, accompagnées de lamentations puériles et condoléances attristées, soi-disant. Ce n'est pas ce que l'on attend de nos gouvernements.



Stade Demba Diop le 15 juillet 2017

A propos de nos forces de l'ordre et de sécurité, sans équivoque, l'on se rend compte aujourd'hui que progressivement, nos autorités les ont transformées et de fait, en celles de désordre et d'insécurité à l'égard de leurs populations. C'est ce qui explique d'ailleurs, leur emploi abusif et récurrent de grenades lacrymogènes et de la brutalité, à chaque fois, qu'elles font face aux populations. Pourtant, celles-ci aux mains nues ne présentent aucun danger public. En outre, ces forces, de fait publiques, sont progressivement privatisées aujourd'hui et deviennent étrangères auprès des populations, qu'elles sont censées protéger et défendre. Dans notre pays aujourd'hui, tout devient marchand, à savoir tout service qui naguère était public et gratuit, se paie, maintenant. C'est ainsi d'ailleurs, que tout le domaine public, qui relevait de la République et fut gratuit pour les populations, se rétrécit comme une peau de chagrin, au profit du privé. La preuve, la présence des forces publiques, donc celles de la République, qui doivent assurer, en permanence, la sécurité et quiétude des populations sénégalaises, gratuitement, partout où elles se regroupent en nombre important, est devenue payante. Seuls, les membres du gouvernement ou autorités de la République ont le privilège de se faire protéger nuit et jour, et ce, jusque dans leur domicile. Avec une telle discrimination dans l'utilisation des forces publiques, on peut bien se demander, dans quelle sorte de République, nous sommes ? Et cependant, ces forces, en question, sont bien rémunérées par l'argent du contribuable sénégalais.

A notre intime conviction, il ne serait nullement faux ni exagéré, de dire, dans le cas d'espèce et notre pays, que nos gouvernements, au passé comme au présent, considèrent ou prennent les populations sénégalaises, comme pour du bétail. Loin s'en faut.

Revenons à ce drame du stade Demba Diop avec quelques déclarations de hautes autorités de la République qui démontrent, combien la négligence de l'Etat est coupable dans ce drame :

"Me Augustin Senghor appelle l'Etat à vite réhabiliter les stades de Demba Diop et Léopold Sédar

Senghor 09/12/2013 Dans "Politique"

"Dans deux mois au plus tard, les travaux de réhabilitation vont démarer, a-t-il indiqué soulignant que tous ceux qui organisent des manifestations dans l'enceinte sportive seront convoqués et informés."

"Le stade Demba Diop, inauguré en 1963 pour les besoins des Jeux de l'amitié, est dans un état de dégradation avancée au niveau de sa pelouse et des tribunes."

"Sport : le ministre annonce une batterie de mesures 22/01/2014 Dans "Politique"

"Demba Diop est dans un état de délabrement avancé selon l'adjointe au préfet de Dakar 12/02/2014" Ces différentes déclarations sont assez édifiantes pour nous montrer que le danger était bien apparent.

Ainsi, au vu de l'état réel dans lequel se trouve ce stade, véritablement, en état de délabrement et de vétusté très avancé, comme vient de l'annoncer, le stade devait être fermé depuis belle lurette. Mais également, ce drame survenu au stade ne devait point surprendre les autorités. Par conséquent, ceux qui continuaient malgré tout à y organiser encore des compétitions, sont parmi les premiers responsables de ce drame. Car, ils ont agi en parfaite connaissance de cause des risques qui apparaissaient. Vient ensuite, l'on remarque cette absence de maîtrise des forces de police dans les cas de telles manifestations et mouvements de foules, et les moyens inappropriés qui ont été employés, et enfin, cette marque indélébile qui caractérise le Sénégalais en général et lui colle à la peau, c'est-à-dire l'indiscipline et l'incivisme au plus haut point à l'égard des biens publics et du patrimoine, qui nous est commun.

Nous sommes, aujourd'hui, en 2017 et malgré tous les constats alarmants qu'ils avaient déjà faits à l'époque, et les déclarations fracassantes, sous-entendues, de décisions fermes, pratiquement, voici 3 ans depuis lors, absolument rien n'a été fait dans le sens de la réhabilitation de ce stade. Voilà, comment chez-nous, notre gouvernement travaille. Il fait, comme si de simples déclarations pompeuses, non suivies d'actes concrets, pouvaient suffire pour régler, comme par une baguette magique, les

épineux problèmes auxquels notre pays est confronté et doit faire face.

Pour rappel de mémoire, notre équipe nationale de football avait, en 2002, fait un bond prodigieux lors de sa participation à la Coupe du monde. Ceci nous avait valu et générée une risourne et une manne financière importante, à l'époque. En principe, cette manne devait, dans les règles de l'art, servir à notre pays de se doter davantage d'infrastructures sportives, telles que des stades multifonctionnels de niveau international. Mais hélas ! Il n'en a rien été du tout et, l'argent s'est volatilisé. Ainsi, aujourd'hui, au-delà du bavardage, le fort des hâbleurs, et l'argument efficace dans les instances sportives internationales, le Sénégal ne dispose en ce moment, dans sa capitale, qu'un seul et modeste stade, celui de LSS, qui lui aussi, est dans un piteux état. Et, tout cela laisse de marbre nos autorités sans aucune honte !

Mais, est-il besoin de rappeler à ceux qui nous gouvernent, cette règle qui va de soi, à savoir que, les édifices publics, comme les personnes, ont bien besoin d'être entretenus et surveillés en permanence, pour maintenir leur bon état de fonctionnalité et durée de vie? Oui, je le pense bien, car, ces derniers pourraient être amnésiques, aveuglés ou envirés par les délices du pouvoir.

Par ailleurs, mais pourquoi nos gouvernements sont si irresponsables, au point d'observer et de laisser toujours les édifices publics, un patrimoine commun à tous, se délabraient jusqu'au seuil de la décrépitude, sans prendre auparavant aucune mesure, aux fins de prévenir la catastrophe ?

Toujours pour mémoire, rappelons que ce stade est âgé de 54 ans aujourd'hui. Mais, peu de gens, sont présentement, capables de nous dire combien de fois le stade a été réfectionné ou bien réhabilité de fond en comble depuis lors, afin de répondre aux normes internationales requises en matière de sécurité publique suffisante ? Il est évident que, si cela avait été fait dans les règles de l'art, c'est sûr, que ce qui lui est arrivé, c'est-à-dire de voir, un de ses murs, s'affaisser au cours d'une manifestation nationale, donc prévision d'une grande affluence de personnes, occasionnant ainsi 8 morts et 100 blessés

graves, pouvait bien être évité.

Quelques remarques et considérations me semblent nécessaires à l'endroit de nos gouvernements. Dans notre pays et en Afrique en général, il y a cette grave lacune qui colle à la peau de nos gouvernements et tend à devenir une tare incontestable. Il s'agit, de leur suffisance notoire qu'ils affichent, dès qu'ils s'installent confortablement au pouvoir. Et, à y regarder de près, ils ne se proclament pas certes, officiellement souverain, mais dans la pratique, ils se comportent comme tels, à tous égards. Ils perdent ainsi, tout sens de l'humilité et se déparent totalement de toute modestie. Ils pensent dorénavant, même détenir le monopole de la vérité et avoir la science diffuse au point de surdimensionner leur égo et d'être seuls à pouvoir posséder les bonnes ou géniales idées pour construire et faire avancer leur pays dans le bon sens. Ainsi, nos gouvernements, en se suffisant d'eux-mêmes avec leur entourage immédiat, imbus en plus de leur personne, refusent systématiquement et ne prennent en compte aucune critique objective ou suggestion pertinente venant du reste de leurs concitoyens, même si toutefois, ce seraient des idées géniales. Ce que, n'importe qu'elle personne pourrait éventuellement posséder. Particulièrement, lorsque de telles idées pourraient participer effectivement, à trouver des solutions idoines à nos problèmes, au seul bénéfice de tout le peuple sénégalais. Cette absence, bien regrettable, de générosité et de partage de leur part, fait partie des raisons évidentes, qui plombent notre développement dans tous les secteurs et domaines d'activités de notre pays. C'est ainsi que, les nombreuses alertes, propositions, suggestions, critiques objectives et pertinentes... venant de citoyens patriotes et de bonne volonté, uniquement pour prévenir certains risques relatifs parfois à des catastrophes imminentes ou résoudre des problèmes épiniens, sont royalement ignorées et rejetées. Et ceci, pour le simple fait, que ces idées ou solutions proviennent de l'autre, elles ne sont même pas examinées afin de sous-peser, ne serait-ce que, leur valeur.

Ce sont de telles attitudes, chauvines et incompréhensibles, de nos dirigeants, qui ont fait naître dans le passé, toutes ces catastrophes que nous avons connues, et qui, souvent sont issues des surcharges et non respects de normes, dans les transports et autres et, qui continuent encore de plus belle. Je vous en donne un exemple patent et illustratif, qui est d'actualité et plus près de nous, parce que relatif aux présentes législatives. Il s'agit du bulletin unique, qui a été proposé à la place des 47 bulletins individuels. Cette proposition n'a même pas fait l'objet d'un examen. Et pourtant, elle pouvait régler à pied levé, sans aucun dommage et à moindre coût, ce problème casse-tête chinois des 47 bulletins. Il y a en outre, à propos des cascades de fuites, pas seulement du Bac, mais de tous les examens et concours du Sénégal. Là aussi, des concitoyens ont fait des propositions intéressantes en vue de trouver une solution à toutes ces fraudes récurrentes dans notre système éducatif. Mais Hélas ! ■

MANDIAYE GAYE

MATAR BA (MINISTRE DES SPORTS)

“Ce que la protection civile dit à propos de Demba Diop...”

Le ministre des Sports, Matar Ba, a remis le drapeau national à la délégation sénégalaise pour les 8es Jeux de la Francophonie à Abidjan (du 21 au 30 juillet 2017). Après la cérémonie tenue ce lundi au stade Léopold Senghor, il est revenu sur le drame qui a tué 8 supporters du Stade de Mbour, en finale de Coupe de la Ligue contre Us Ouakam.

■ PAR ADAMA COLY

Quelle est votre réaction après le drame de samedi ?

Ce qu'il faut saluer, c'est qu'il y a une solidarité de l'ensemble du peuple sénégalais pour dire stop à la violence. Ce qui s'est passé est extrêmement grave et chacun des acteurs concernés est en train de prendre ses responsabilités. Ils ont déjà sorti des décisions, le procureur de la République a tenu une conférence de presse. C'est ça le signal fort qui a été lancé. Maintenant, toutes les dispositions ont été prises et la levée du corps a eu tout à l'heure (lundi soir). Nous prions pour que de tels événements ne se reproduisent plus au Sénégal, surtout qu'il concerne le sport qui doit être que paix. C'est un jeu qui donne tout et à qui on est prêt à donner tout. C'est des écarts de comportement, un événement malheureux. Aujourd'hui, c'est prématûr de dire qu'on a pris telle ou telle autre disposition mais des choses devront être faites. Maintenant, il faut que le tout monde revienne à la sérénité. C'est un malheur qui s'est abattu, qu'il faut gérer sereinement et prier pour que ces jeunes reposent au Paradis, apporter notre compas-



sion et solidarité aux parents qui sont secoués par cette tragédie a touché tout le monde, vous journalistes aussi.

Est-ce que le mouvement “navétane” est menacé ?

Nous avons arrêté toute activité sportive pour réunir tout le monde. D'ici

quelques jours, il y aura une large concertation et une réunion avec les autorités administratives, la police, les acteurs. Mais, j'en appelle à la compréhension de tout le peuple sénégalais. Parce qu'il y a de la sensibilisation mais ça ne doit pas s'arrêter au niveau des clubs. L'éducation doit partir de nos familles, de nos maisons pour que celui qui va au stade sache qu'il y va pour se faire plaisir et non se bagarrer. Si on aide dans ce sens-là, on parviendra à faire de grands pas, à apaiser ce milieu sportif et notre société parce que ce n'est pas que sport. En tout cas, les Sénégalais doivent se ressaisir qu'on quitte définitivement cette politique politique qui emballle tout le monde et qui fait qu'on ne se concentre pas sur l'essentiel. L'essentiel, c'est garantir la stabilité sociale, faire en sorte les Sénégalais soient dans la paix et que des ondes positives circulent dans ce pays. Si on le fait avec les efforts de l'Etat et des uns et des autres, nous parviendrons à développer ce pays.

Que pensez-vous d'une certaine opinion qui dit que vous devriez démissionner ?

Chacun a sa lecture de la question mais je pense que je suis assez responsable pour voir ce qui s'est passé. C'est

facile pour un politicien de l'opposition de tirer sur un ministre des Sports avec une violence avérée que tout le monde a vue et qu'il ait des conséquences après (un mur qui n'est même pas la tribune mais un balcon qui a cédé, tout simplement qui a reçu une charge extraordinaire) je pense que ce n'est pas propre au Sénégal ni à Demba Diop. Nous avons pris le temps de gérer ces questions-là parce que la réhabilitation de Demba Diop concerne le gazon, l'éclairage, les vestiaires. Au Sénégal, nous sommes dans un pays organisé. Le stade Babacar Sèye (de Saint-Louis) a été fermé parce qu'on a reçu une note de la protection civile. Parce qu'il y a des inspections de ces services pour voir si, dans les lieux qui sont fréquentés, les bâtiments sont en état de délabrement poussé. Demba Diop n'a pas connu cela. S'il n'y avait pas de bagarre, les gens allaient perdre leur match et rentrer tranquillement. Ce mur qui a cédé n'était pas destiné pour que des gens s'y asseyent ou s'y adossent. Ce qui est arrivé est arrivé, toutes les dispositions seront prises pour qu'il n'y ait plus de violence. Ça nous évitera de faire ces commentaires. Maintenant, ceux qui font de la politique politique sont libres de le faire mais moi, je suis dans une famille sportive et que je suis très touché de la solidarité du monde sportif sénégalais, les présidents de fédérations, le Comité national olympique... Tout le monde sait l'engagement qu'on a, le travail qu'on est en train de faire.

Avec la suspension des activités sportives, le match contre la Sierra Leone est-il toujours maintenu ?

Bien évidemment, c'est un match international. Ça va se jouer peut-être dans la banlieue parce que Demba Diop ne peut pas, pour le moment, recevoir de compétition sportive. ■

ligue, ainsi que les responsables de l'Uso portent une lourde responsabilité dans la tournure des événements, selon le supporter. Ils ont montré une faible capacité organisationnelle. "Nos supporters ont été minutieusement fouillés. On nous a pris nos allumettes, briquets et même cigarettes. Alors, comment des armes peuvent-elles entrer dans le stade?", s'interroge-t-il. En tout cas, le sujet fait polémique à Mbour et la population réclame justice. "Il faut identifier et punir les coupables. Cela ne peut pas être impuni.", réclame Aminata.

"Sanction légère" contre Ouakam

La Fédération sénégalaise de football (FSF) a prononcé "une suspension à durée indéterminée" contre l'Uo Ouakam. Ce que certains Mburois ne comprennent pas. Là aussi, la

REVUE TOUT TERRAIN

FOOT - TRANSFERTS - REAL Accord trouvé pour Morata à Milan ?

L'AC Milan pourrait réaliser un nouveau grand coup sur le marché des transferts. Alvaro Morata pourrait être le prochain joueur à poser ses valises en Lombardie. Selon La Gazzetta dello Sport, le club italien aurait trouvé un accord à hauteur de 70 millions avec le Real Madrid. Le joueur de 24 ans, également annoncé à Chelsea, pourrait être convaincu par le salaire annuel de 10 millions proposé par les dirigeants milanais. L'arrivée de Leonardo Bonucci, avec qui il a joué à la Juventus Turin, pourrait également peser dans la balance. L'attaquant espagnol a marqué 15 buts en 26 apparitions en Liga avec les Merengues la saison dernière.

4^e ÉDITION CAMP DE BASKET YATHI'BREIZH À THIÈS El Kabir va équiper 30 écoles

L'ancien international sénégalais de basket, El Kabir Pène, revient cette année encore pour un nouveau camp de basket dédié aux jeunes de la ville de Thiès. Cette 4^e édition se tiendra le 21, 22 et 23 juillet prochain, a-t-il fait savoir lors d'une rencontre avec la presse, hier. Ce projet initié par l'association Yathi'Breizh que dirige l'ancien Lion de la balle orange, en collaboration avec ses amis de Rennes (France), a aussi pour but de tenir des séances de sensibilisation sur l'hygiène, l'éducation et l'environnement. Le volet santé est également pris en compte. Pour cette année, deux conteneurs de 55 m³ chacun, contenant du matériel scolaire, ont été débarqués à Dakar. "Nous allons équiper 30 établissements scolaires à Thiès et des écoles de basket", a informé El Kabir qui pense qu'il y a beaucoup de chose à faire dans la discipline au niveau de la petite catégorie.

nouvelle ne passe pas sans commentaire. Pour ce chauffeur de taxi clando, la mesure est trop facile. "La durée indéterminée... Donc d'ici à un mois, un an ou quelques années, la sanction peut être levée. Et la suite, tout le monde le sait, ils vont recommencer", explique-il.

Moustapha Fall abonde dans le même sens et estime que "la sanction est un peu légère par rapport aux dégâts qui se sont produits". Ce n'est pas la première fois que cela se passe. Donc, si la sanction est levée un jour, les supporters peuvent récidiver. Il fallait les sanctionner à vie, les radier du monde sportif. Cette équipe ne pourra plus mettre les pieds à Mbour. Car si cela arrive un jour, ça peut entraîner une vengeance de la part des supporters meurtris", dit-il. ■

DRAME AU STADE DEMBA DIOP

Les Mburois indexent et accusent

■ KHADY NDOYE (MBOUR)

Deux jours après les violences qui ont emporté huit des leurs, les esprits sont encore marqués chez les Mburois. La finale de Coupe de la Ligue contre l'Us Ouakam (Uso), qui devait être une belle fête, s'est finalement transformée en "samedi noir". Une "infamie" gravée à jamais dans les esprits. "Qu'on se dise la vérité, ce n'était plus un match mais une séance de meurtres et d'agressions. La preuve, le groupe électrogène qu'on a loué a été volé. Pis, le matériel de sonorisation, d'une valeur de trois millions, a été caillassé et vandalisé. Les 50

tambours n'ont pas été aussi épargnés", raconte le président des supporters du Stade de Mbour. Alassane Ndiaye ajoute : "Si les autorités parlent d'affrontement, c'est qu'ils n'ont rien compris. Il n'y avait pas d'affrontement, mais une attaque et un acte de barbarie".

Tout Mbour est en état de choc. "Je vis très mal, c'est un moment très dououreux. S'ils ne veulent pas être définitivement rejetés par les passionnés de foot, l'histoire du football, les Ouakamois vont devoir changer. Accepter les règles du football, tenir compte de l'autre et connaître ce que le terme fair-play veut réellement dire", analyse Aminata, professeur de français.

Hier matin, les supporters ont fait le pied de grue à leurs Grand-Place. Ils ont avancé plusieurs théories. Et une multitude de questions restent toujours en suspens, notamment la manière dont les armes et les pierres sont entrées au stade. "C'est une surprise et une désolation pour nous. Nous n'étions pas partis pour ça. C'était plutôt pour jouer, gagner, fêter et jubiler. On voyait des gourdins, des couteaux, des pagaines, entre autres. Avant même les incidents, tout le monde a vu le joueur de Ouakam pagayant au milieu du terrain. Ça n'a choqué personne. Et nous avons été tous consternés par la suite des événements", soutient Alassane Ndiaye. La

) au-delà du privilège et de l'honneur qu'il vous confère, ce choix constitue aussi une lourde responsabilité. En effet, par votre statut de sportif de haut niveau, vous portez en vous l'image du Sénégal en Côte d'Ivoire, pays frère et ami. De ce fait, votre attitude sur les terrains de compétition et en dehors doit refléter les valeurs sociales et culturelles de notre pays, fondées sur le courage, l'activité et l'humilité. De plus, vos performances participeront de manière significative au renforcement de la cohésion sociale et à l'affirmation de notre identité nationale, c'est-à-dire la fierté d'être sénégalais".

Matar Ba les a également exhortés à faire mieux. "Le Sénégal a l'habitude de participer aux Jeux de la Francophonie. Nous avons de belles performances mais nous avons poussé les athlètes à aller à Abidjan pour faire plus, à avoir beaucoup plus de médailles et d'être premiers. C'est possible qu'ils battent le Marco qui était devant. L'Etat a fait ce qu'il devait faire, toutes les conditions sont réunies, les équipements et tout. Maintenant, il reste à aller dérouler en Côte d'Ivoire. Mais n'oublions pas aussi que ce sont des jeux, sportifs, culturels mais c'est une question de diplomatie.

Ces jeunes sénégalais ont été bien préparés, nous avons confiance ne eux et je pense qu'ils auront de bons résultats", a-t-il assuré.

La délégation sénégalaise, forte de 145 personnes dont 78 athlètes et 20 artistes, quitte Dakar, ce mardi 18 juillet pour regagner la capitale économique ivoirienne. C'est un budget de 400 millions environ qui est prévu.

Le Sénégal va s'aligner sur les disciplines suivantes : athlétisme, basket, football, judo, lutte, tennis de table et handisport. ■

A. COLY

JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Matar Ba donne la ligne de conduite aux Sénégalais

La cérémonie de remise du drapeau national, au nom du Président Macky Sall, à la délégation sénégalaise pour les 8es Jeux de la Francophonie à Abidjan (du 21 au 30 juillet 2017) eu lieu ce lundi au stade Léopold Senghor. Elle a été solennelle mais aussi empreinte de douleur et de tristesse

après le drame qui a emporté 8 supporters du Stade de Mbour lors de la finale de Coupe de la Ligue contre l'Us Ouakam, samedi au stade Demba Diop. Après la minute de silence à la mémoire des victimes, le ministre des Sports a appelé nos représentants à montrer une balle image du pays : "Chers athlètes (...

FOOT - DRAME DU STADE DEMBA DIOP

Les résolutions fermes des fédéraux

Au lendemain des incidents ayant causé 8 morts et 102 blessés lors de la finale de la Coupe de la Ligue (Us Ouakam - Stade de Mbour), samedi, la Fédération sénégalaise de football, réunie en Comité d'urgence, dimanche, a pris des mesures fortes en vue de combattre la violence dans les stades sénégalais.

■ LOUIS GEORGES DIATTA

Les dirigeants du football sénégalais sont décidés à en finir avec la violence dans les stades sénégalais. Après les incidents du stade Demba Diop ayant causé, samedi, 8 morts et 102 blessés, la Fédération sénégalaise de football (FSF), réunie dimanche en comité d'urgence, a pris des résolutions fermes dans ce sens. Et cela d'abord par la mesure prise de suspendre à titre conservatoire l'Union sportive de Ouakam (Uso) à travers la décision 002-2017 / FSF-CU du dimanche 16 juillet 2017. "Nous sommes fondés sur l'article 15 des statuts donnant à l'Assemblée générale et au Comité d'urgence de suspendre n'importe lequel de ses membres en cas de violation graves de ses obligations statutaires et réglementaires", a expliqué le président de la FSF, Me Augustin Senghor. Cette mesure provisoire a été entérinée, selon lui, après avoir entendu le président de l'Uso, présent lors de la réunion dudit comité. "On a eu à entendre le président de l'Us Ouakam. En aucun moment, on a constaté une contestation des faits et surtout l'identification des auteurs comme appartenant au camp ouakamois", a-t-il affirmé.

Pour Me Senghor, cet acte permet de "lancer un signal fort" à tous les acteurs du football. "Nous sommes prêts, dirigeants de la Ligue pro et de la Fédération, à extirper définitivement la violence de nos stades". "La fédération, dit-il, avait pris des sanctions contre ce même club (Uso) auparavant. Il est important de lancer un message fort à toutes les



équipes pour qu'on comprenne vraiment que la FSF, avec ses démembrements, est prête à relever le défi". Estimant "ayant trop attendu", il a déclaré que "le combat commence maintenant".

Pour sa part, la Ligue sénégalaise de football professionnel (LSFP) est en train de se pencher sur le dossier. Cette dernière a eu connaissance de tous les dossiers, sauf celui des Mbourois. "Nous avons reçu la relation écrite de l'Us Ouakam. Nous attendons celle du Stade de Mbour pour que la LSFP, à travers sa Commission de discipline, statue en première instance sur les faits graves que nous avons connus hier (samedi)", a informé le président de la LSFP, Saërl Seck. Par ailleurs président de Diambars, il a assuré que la commission en question pourra rendre sa décision dans "deux semaines au maximum". Le procureur de la République s'étant autosaisi de l'affaire du drame du stade Demba Dop, la LSFP et la FSF ont décidé de se constituer partie civile.

Par ailleurs, le président de la FSF

a annoncé qu'une délégation composée des différentes autorités du football sénégalais se rendra à Mbour "au moment opportun" vers les familles des victimes pour leur présenter leurs condoléances.

L'organisation en question

Durant la rencontre avec la presse, ce dimanche, le sujet relatif à l'organisation de la finale de samedi a été abordé. Le président de la LSFP a répondu de façon précise. "C'est la 9e finale que nous organisons et nous avons pris des dispositions lors de cette finale que nous n'avons jamais prises", a déclaré Saërl Seck. Selon lui, des mesures ont été prises en ce qui concerne le nombre de billets, des services de l'ordre et des réunions d'avant match avec les deux clubs, leurs présidents et capitaines. "Je ne dis pas que tout a été parfait mais j'attends qu'on puisse pointer de façon précise quelque part où il y a une faute pour sanctionner leurs auteurs", a-t-il dit.

Il a également insisté sur la vente des billets. "On ne peut pas laisser dire qu'il y a eu trop de spectateurs", s'est-il défendu. Pour lui, "ce n'est pas l'excédent de spectateurs qui a provoqué les incidents ayant causé les blessés et morts. Même dans les tribunes découvertes, à un moment donné du match, il y avait des poches vides des deux côtés", précise-t-il. Pour des raisons de sécurité, la Ligue pro, a fait comprendre son président, a pris des dispositions pour un stade d'une capacité de 15 000 places de commander un peu plus de "10 500 billets". "Nous avons vendu 5 128 billets aux deux clubs en prévente, la veille de la finale. Au

total, on a vendu 9 969 tickets. Il restait 531 billets". Toutefois, il a assuré que des enquêtes seraient menées pour savoir ce qui s'est passé. "Est-ce que la prévente de la veille n'a pas permis de scanner des billets?", s'est-il interrogé. "Ce n'est pas cet excédent qui a déclenché les mouvements, ce sont plutôt les attaques de supporters de l'Us Ouakam vers ceux de Mbour", a soutenu Saërl Seck.

Suspension de toutes les compétitions

La question relative à la tenue des compétitions de football (demi-finale Coupe du Sénégal dans toutes les catégories) a été soulevée. Pour Augustin Senghor, "il faudrait créer un cadre propice à l'apaisement". En plus du deuil, le maire de Gorée a rappelé le contexte actuel du pays. "En cette période assez particulière de campagne électorale, plus on se rapproche des élections, plus il sera difficile de bénéficier des services des forces de l'ordre. La décision la plus sage, c'est de reporter toutes ces compétitions jusqu'après les élections", a-t-il soutenu.

Par rapport à la manche retour des éliminatoires du Chan, prévue le week-end prochain, entre le Sénégal et la Sierra Leone, Me Senghor a informé que des discussions seront entreprises entre la FSF et le ministère des Sports pour voir dans quelle mesure ce match pourrait se jouer. "A toute règle, on peut appliquer une dérogation. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas jouer ce match. Nous sommes partants pour organiser ce match dans d'autres stades comme Pikine", a-t-il dit. ■

BRÈVES...

FOOT - TRANSFERTS

Kara Mbodj plaît à Lille



Toujours à la recherche d'un défenseur central pour pallier la longue indisponibilité d'Adama Soumaoro (tendon d'Achille), Lille souhaite enrôler un joueur capable d'évoluer dans l'axe gauche. C'est le cas de l'international sénégalais d'Anderlecht, Kara Mbodj (27 ans, sous contrat jusqu'en 2019). Même si l'est droitier, son profil plaît au club nordiste. Les dirigeants belges demandent 12 M€ pour le libérer, un tarif qui pourrait refroidir le LOSC. Le joueur, lui, préférerait poursuivre sa carrière en Premier League.

FOOT - TRANSFERTS

Saliou Ciss trois ans à Angers

Valenciennois depuis 2013, Saliou Ciss quitte le Nord pour Angers. Le SCO a annoncé ce lundi la signature pour trois ans du défenseur sénégalais de 27 ans. Ciss a disputé 27 matches avec VAFC la saison passée et a inscrit 8 buts.

FOOT - OL

Ousseynou Ndiaye passe pro

Ousseynou Ndiaye passe pro à l'Olympique lyonnais. Le jeune (18 ans) milieu de terrain offensif arrive du club partenaires de Dakar Sacré Coeur. Il intégrera le groupe de National 2 pour cette phase de préparation.

DRAME DE DEMBA DIOP

Le Cnoss exprime sa solidarité

Le Comité national olympique et sportif sénégalais (Cnoss) s'est prononcé sur le drame de samedi qui a fait 8 morts et 102 blessés lors de la finale de Coupe de la Ligue entre le Stade de Mbour et l'Us Ouakam. "Sans doute, il est trop tôt pour en situer les responsabilités et en tirer tous les enseignements. Le temps nécessaire, l'apaisement des passions et la sévérité permettront, sans aucun doute, de tirer les choses au clair", apprend-on dans un communiqué lu par son secrétaire général, Seydina Oumar Diagne. "dans l'intervalle, c'est d'abord à toutes les victimes atteintes dans leur intégrité physique que vont nos pensées et notre solidarité ; et aux familles de ceux qui, venus célébrer la vie y ont laissé la leur, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté nationale, nos condoléances émues", a-t-il poursuivi. "Le Cnoss, fidèle à sa mission de promotion des valeurs de tolérance, de respect, de sainte émulation et de fraternité, qui, seules, doivent prévaloir dans l'espace sportif, réitère son engagement et sa disponibilité à jouer sa partition en apportant son soutien actif à toutes les initiatives visant à faire de ces valeurs une réalité partagée par tous", a conclu M. Diagne.

FOOT - SUSPENSION DE L'US OUAKAM À DURÉE INDETERMINÉE

Le club accepte mais...

Après avoir présenté ses condoléances au peuple sénégalais et accepté la sanction qui lui a été infligée, le président de l'Us Ouakam, Abdoul A. Guèye, pense qu'il serait injuste de faire porter à son équipe l'entièr responsabilité du drame survenu à Demba Diop, samedi.

■ MAMADOU YAYA BALDÉ

Regretter, assumer, accepter et expliquer. Tels sont les verbes clés qui ont cimenté le discours des dirigeants de l'Union sportive de Ouakam (Uso), en conférence de presse hier matin, après les tristes événements survenus au stade de Demba Diop, ce samedi. Il s'agit avant tout, pour eux, de regretter ce qui s'est passé et de présenter leurs condoléances au peuple sénégalais et particulièrement à leurs collègues de Mbour. Ensuite, assumer leur "part" de responsabilité. Puis, accepter "dignement" la sanction qui leur a été infligée. Et, enfin, donner sa version des faits. "Nous acceptons la sanction, mais ce que

nous n'acceptons pas, c'est d'être les agneaux du sacrifice. Mais, au lieu de dégager en touche comme la police l'a fait en incriminant l'Us Ouakam, nous avons le devoir, à travers cette conférence de presse, d'expliquer aux populations ce qui s'est réellement passé", précise le président de l'Us Ouakam. Selon Abdoul Aziz Guèye, les personnes qui ont trouvé la mort ne l'ont pas été du fait des jets de pierres. Et, ajoute-t-il, "il y a eu un échange de jets de pierres entre les supporters des deux équipes. Des deux côtés, il y avait des attroupements de foules. Malheureusement, c'est le mur qui s'est affaissé du côté des supporters de Mbour qui a occasionné tous ces morts. Le même schéma existait de

l'autre côté (supporters de l'Us Ouakam)".

"C'est plutôt nous qui sommes en deuil"

L'autre précision est de dire que "ces morts sont plutôt causés par l'effet du gaz lacrymogène et non par des jets de pierres. Et c'est aussi par insuffisance des services d'ordre entre le cordon qui sépare les supporters des deux camps (30 m). Il n'y avait que 3 policiers et ces derniers n'ont pas pu gérer la situation parce qu'ils n'avaient même pas d'éléments dissuasifs (casques, gourdins). Ce sont les policiers qui ont exacerbé la situation en lançant les (bombe) lacrymogènes. C'est ce qui a créé la panique", s'en est-il lavé les mains partiellement. ■